

Niels Marquardt : « *Nous nous attendions à cette crise* »

L'Express – Propos recueillis par Lova Rabary-Rakotondravony - 22/05/10

L'ambassadeur américain, futur consul général des États-Unis en Australie, fait le bilan de son mandat à Madagascar, avant son départ prévu vers la mi-juin

Sa déception par rapport à la situation politique malgache est à la hauteur de l'espoir qu'il avait placé en la Grande île à son arrivée.

• **Vous êtes au terme de votre mandat, qu'avez-vous retenu de ces trois années passées en tant qu'ambassadeur des États-Unis d'Amérique à Madagascar ?**

- J'ai été ravi d'avoir été envoyé à Madagascar. J'ai toujours été fasciné par ce mélange unique au monde de la culture africaine et de la culture asiatique. Disons que, je m'attendais à autre chose que ce qu'il y a eu. Quand je suis arrivé, je me suis dit que c'était le bon moment de venir à Madagascar. La Grande île était enfin sortie de son passé sombre. L'expérience socialiste, l'isolement, les choix politiques mal conçus, l'orientation vers la Corée du Nord, c'était fini. Mais au bout de quelques mois, j'ai commencé à me poser des questions. Il y a eu plusieurs rendez-vous manqués, que j'ai trouvés particulièrement dommage.

• **Pouvez-vous citer quelques exemples ?**

- J'avais comme objectif de faire venir des investisseurs américains à Madagascar. En novembre 2007, s'est tenu au Cap, en Afrique du Sud, l'US-Africa Business Summit, une importante conférence qui se déroule tous les deux ans avec beaucoup d'investisseurs américains. L'ancien Président de la République devait personnellement participer à cette conférence, et il devait prononcer un discours à l'ouverture. Mais pour une raison que nous n'avons pas comprise, le Président a annulé sa participation au dernier moment. Il a envoyé son nouveau ministre de l'Économie. Celui-ci a fait un excellent travail, mais l'absence surprise du Président a laissé un goût amer du côté des Américains. Des hommes d'affaires américains sont certes venus ensuite, mais la plupart du temps, cela n'a abouti à rien.

• **Il y a aussi eu l'épisode Seabord, l'investisseur dans le secteur de la farine.**

- Seabord était l'un des premiers investisseurs américains venus tester le climat des affaires à Madagascar. S'il avait réussi, il aurait entraîné beaucoup d'autres derrière lui. Mais il a constaté, et les autres aussi, que le climat des investissements à Madagascar n'était pas très fair-play. Ce qui a repoussé des intérêts potentiels vers des pays plus sains.

• **Vous ne disiez pas tout cela avant. Votre langage a-t-il changé parce que Marc Ravalomanana n'est plus au pouvoir ?**

- Je ne dis rien de neuf. Si vous regardez bien dans les archives, vous verrez que j'ai toujours eu un certain franc-parler. Le problème du conflit d'intérêt à Madagascar était un sujet qui nous préoccupait beaucoup. Mon adjoint avait même déjà proposé, à une époque, que le Président vende sa société, et je partageais tout à fait son avis. Depuis 2002, tous les ambassadeurs américains ont toujours conseillé au Président de séparer ses affaires personnelles des affaires de l'État.

• **L'ancien Président ne se privait pourtant pas**

- **de clamer haut et fort la confiance internationale, plus particulièrement américaine, dont il bénéficiait.**

- Il faut tracer une ligne bien distincte entre les deux mandats de l'ancien Président. Sous son premier mandat, on lui a accordé le bénéfice du doute. La communauté internationale a senti souffler un vent nouveau. Nous nous sommes dit que, pour le bien des Malgaches, il fallait

- laisser souffler ce vent libéral, pro-business et ouvert au monde extérieur. Mais après l'élection présidentielle de 2006, on a commencé à constater des problèmes. Nous n'avons pas compris la réforme constitutionnelle de mars 2007. Le courant passait aussi mal avec les sociétés américaines qui voulaient venir parce que le président voulait imposer ses critères. Il y a aussi eu ces tensions inutiles créées avec le maire d'Antananarivo qui a pourtant été démocratiquement élu, ainsi que les promesses non tenues de la réforme électorale. Tout cela a choqué la communauté internationale.

• **Est-ce que vous comprenez alors pourquoi la crise a éclaté ?**

- Disons que nous nous y attendions. Nous voyions qu'en se créant ainsi des ennemis, il allait dans le mauvais sens. Vous devez savoir que des discussions ont déjà été entamées sur la possibilité d'une deuxième phase du MCA, et Madagascar ambitionnait d'obtenir 700 millions de dollars. Mais

déjà, à l'époque, je doutais fort de la possibilité pour Madagascar d'être accepté à cette deuxième phase.

• **Les États-Unis se donnent une mission de faire accepter les valeurs démocratiques dans les pays où ils sont présents. Vu la crise actuelle, diriez-vous que la vôtre à Madagascar a été un échec sur ce point ?**

- La démocratie est une expérience, pas une culture. Nous avons essayé d'apporter notre appui à Madagascar en ce sens, mais parfois sans réussite. Un projet financé par le gouvernement américain avec la NDI (National Democratic Institute) a été mis en œuvre pour apporter un appui aux élections et à la promotion de la culture démocratique, ainsi que pour préparer le terrain aux réformes électorales. La NDI est repartie en mai 2008 après avoir mené à bien le projet, mais avec un certain désespoir. Le gouvernement semblait de moins en moins ouvert aux réformes électorales. Il a bien soumis un projet de loi sur les partis politiques six mois plus tard, mais en interdisant les indépendants de briguer des mandats électifs. On se demandait bien pourquoi.

• **Pendant trois ans, vous avez eu le temps de connaître les hommes politiques malgaches. Pensez-vous qu'ils soient capables de mettre en place la vraie démocratie dans ce pays ?**

- C'est possible, oui. Mais cela se fait pas à pas. Le plus difficile sera de faire le premier pas. Cela commence par la réconciliation, ainsi que par la mise en place d'une commission électorale indépendante, mais vraiment indépendante. Ce sont des réformes à faire, et tout le monde le sait. Le choix du système de gouvernement est aussi une question à laquelle les Malgaches doivent répondre. Mais jusqu'ici, je ne connais pas l'opinion des Malgaches. Veulent-ils un système fédéral ou unitaire ? Souhaitent-ils un régime présidentiel ou plutôt parlementaire ? Ce sont autant de questions qui doivent faire l'objet d'une discussion inter-malgache.

"La réunion de Pretoria était mal préparée. Les participants n'étaient pas sur la même longueur d'onde."

• **À défaut de négociations, un gouvernement qui arriverait au pouvoir à la faveur d'un coup d'État contre la HAT serait-il reconnu par les États-Unis ?**

- Absolument pas. La reconnaissance du gouvernement américain ne viendra qu'à travers la voie des urnes. Si une voie consensuelle se dégage, nous appuierons les élections qui vont donner naissance à un gouvernement démocratiquement élu.

• **Il circule sur Internet une photo de l'ancien président devant le drapeau américain ou en tenue de cow-boy, et il est écrit dessus : « Paris se déchaîne, le shérif arrive ». Que vous inspire cette image ?**

- Je pense que l'ancien président est très inspiré par les États-Unis. Il a beaucoup d'estime par la façon de faire des Américains. Je vois cela comme un signe d'ouverture d'esprit. Madagascar a été trop longtemps isolé. L'ouverture tous azimuts qu'il a initiée, vers les États-Unis, mais aussi vers le Canada, le Japon et beaucoup d'autres pays, est une très bonne chose. L'ancien président avait de très bonnes idées. En introduisant la langue anglaise parmi les trois langues officielles, par exemple, il ne pouvait que bien appuyer Madagascar dans son entrée dans la mondialisation.

• **Les États-Unis soutiennent-ils Marc Ravalomanana ?**

- Je l'ai dit, plusieurs fois. Nous ne soutenons personne. Nous n'avons jamais réclamé le retour au pouvoir de Marc Ravalomanana, nous avons même constaté sa démission. Cette étiquette pro-Ravalomanana et anti-HAT est entièrement fautive. Nous soutenons la démocratie et le retour à l'ordre constitutionnel.

• **Madagascar n'est-il pas plutôt devenu le terrain d'un conflit franco-américain pour divers intérêts ?**

- Faux. C'est archi-faux. La seule ambition que nous avons, c'est d'aider Madagascar à être un pays prospère, avec une population en bonne santé, et à l'appuyer à lutter contre la pauvreté.

• **Votre présence à Pretoria semblait avoir gêné certaines personnes. Qu'y avez-vous réellement fait ?**

- J'y étais invité par le gouvernement sud-africain en tant qu'ambassadeur des États-Unis à Madagascar. C'était une réunion où le sort du pays où j'étais accrédité était en jeu, et j'y étais pour soutenir un processus de médiation dirigé par le président Chissano. Mais au final, il est vrai que je n'ai pu y faire grand-chose. La réunion était mal préparée. Peu de progrès y ont été faits. Les participants n'étaient pas sur la même longueur d'onde.

• **Est-ce qu'on connaît votre successeur à l'ambassade ?**

- - Après mon départ, les États-Unis n'auront pas d'ambassadeur à Madagascar. Tant qu'il n'y a pas de gouvernement légal, nous ne pouvons pas demander un agrément. Donc, c'est mon adjoint qui dirigera la mission diplomatique américaine en tant que chargé d'affaires ad interim. La venue d'un nouvel ambassadeur dépendra de l'évolution de la situation, et des Malgaches.
- **Mais est-ce que cela va changer quelque chose dans les relations diplomatiques des deux pays ?**
 - - Ne pas nommer un ambassadeur dans un pays où il y a une ambassade est une forme de sanction. Néanmoins, les programmes que le gouvernement américain a maintenus malgré la crise, vont continuer normalement. Mais tant que la crise perdure, notre mission diplomatique sera dirigée par un chargé d'affaires.

Source : <http://www.lexpressmada.com/index.php?p=display&id=36452>